

Annexe n°1 à la demande d'examen au cas par cas préalable  
à la réalisation d'une étude d'impact

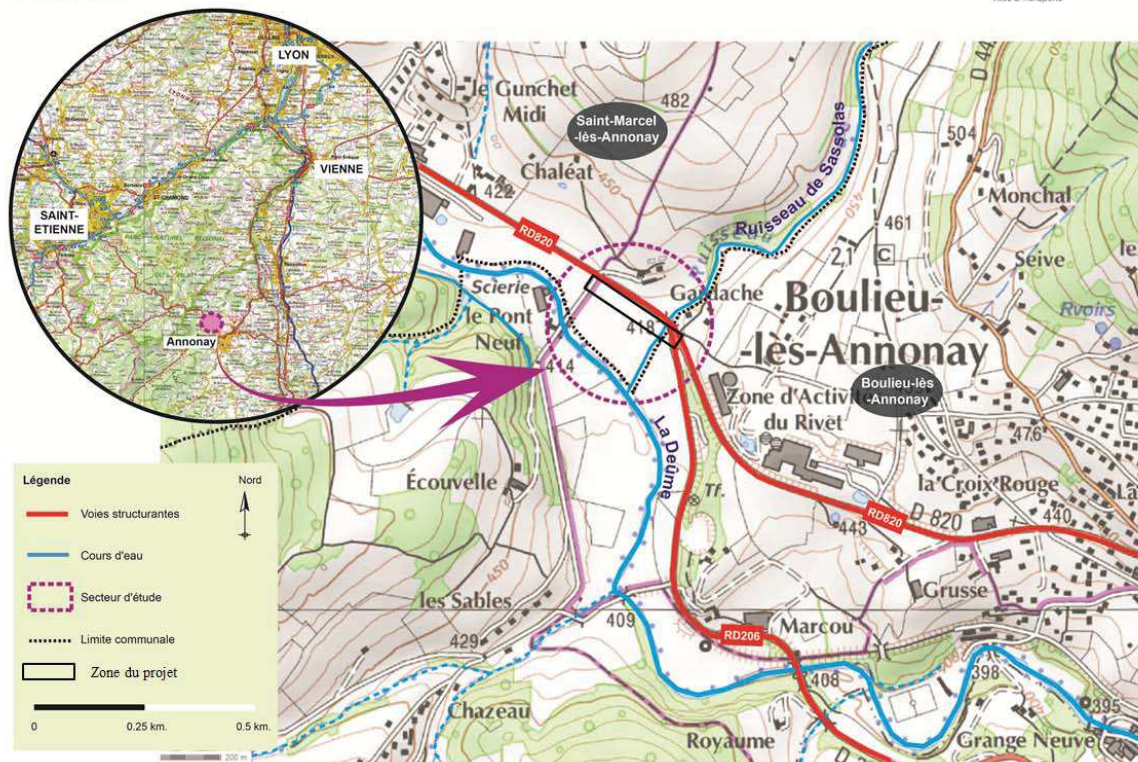
Informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire  
À JOINDRE AU FORMULAIRE CERFA N° 14734

NOTA : CETTE ANNEXE DOIT FAIRE L'OBJET D'UN DOCUMENT NUMÉRISÉ DISTINCT  
LORSQUE LA DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS EST ADRESSÉE À L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE  
PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

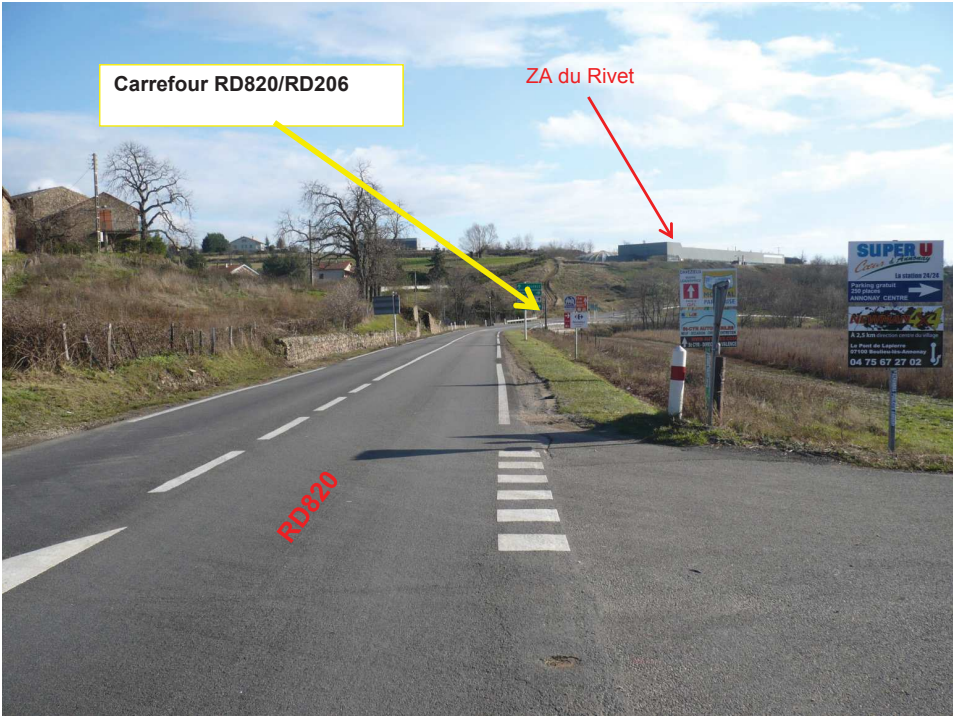
Personne physique						
Nom			Prénom			
Adresse						
Numéro		Extension		Nom de la voie		
Code Postal		Localité			Pays	
Tél.			Fax			
Courriel						
	@					
Personne morale						
Nom	Département de l'Ardèche		Prénom			
Adresse du siège social						
Numéro		Extension		Nom de la voie		
	Hôtel du Département - quartier la Chaumette					
Code postal	07007	Localité	PRIVAS		Pays	France
Tél.	0475667707		Fax	0475667777		
Courriel	contact @ ardeche.fr					
Personne habilitée à fournir des renseignements sur la présente demande						
Nom	BOURASSET		Prénom	Jean Paul		
Qualité	Chef de projet					
Tél.	0475757960		Fax			
Courriel	jpbourrasset @ ardeche.fr					

En cas de co-maîtrise d'ouvrage, listez au verso l'ensemble des maîtres d'ouvrage.

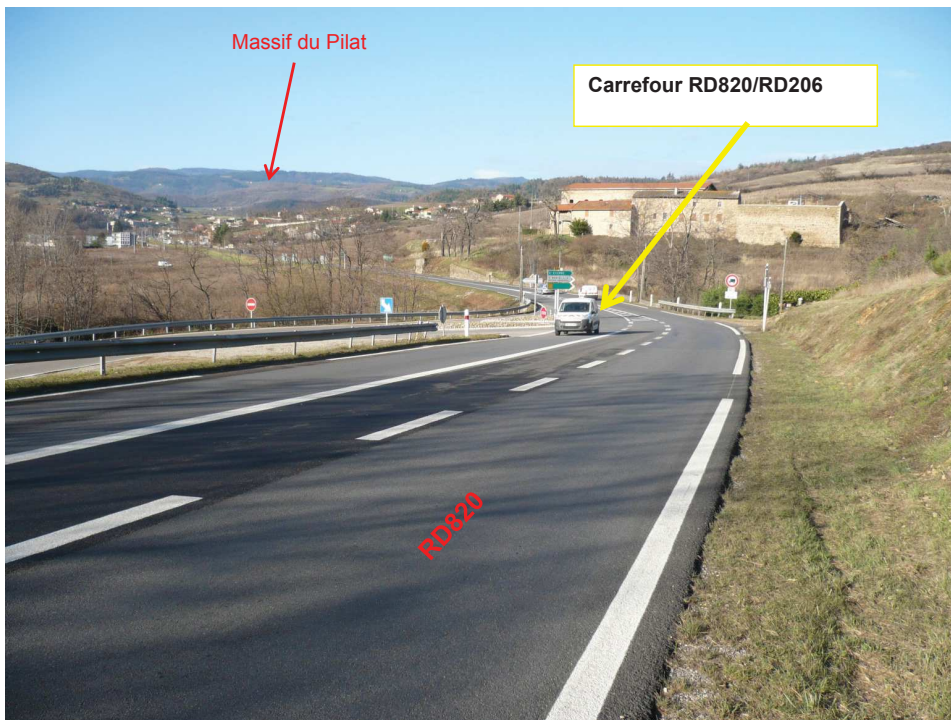
## Co-maîtrise d'ouvrage

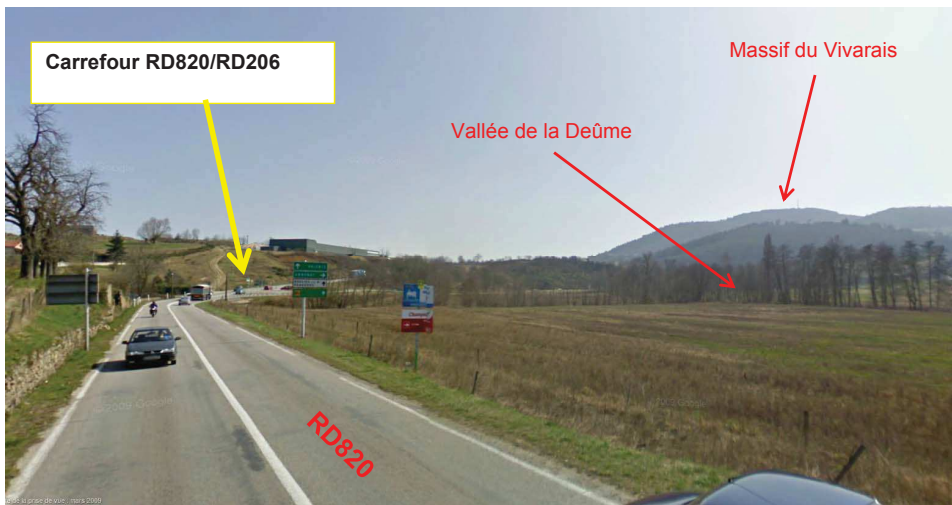



Plan de situation

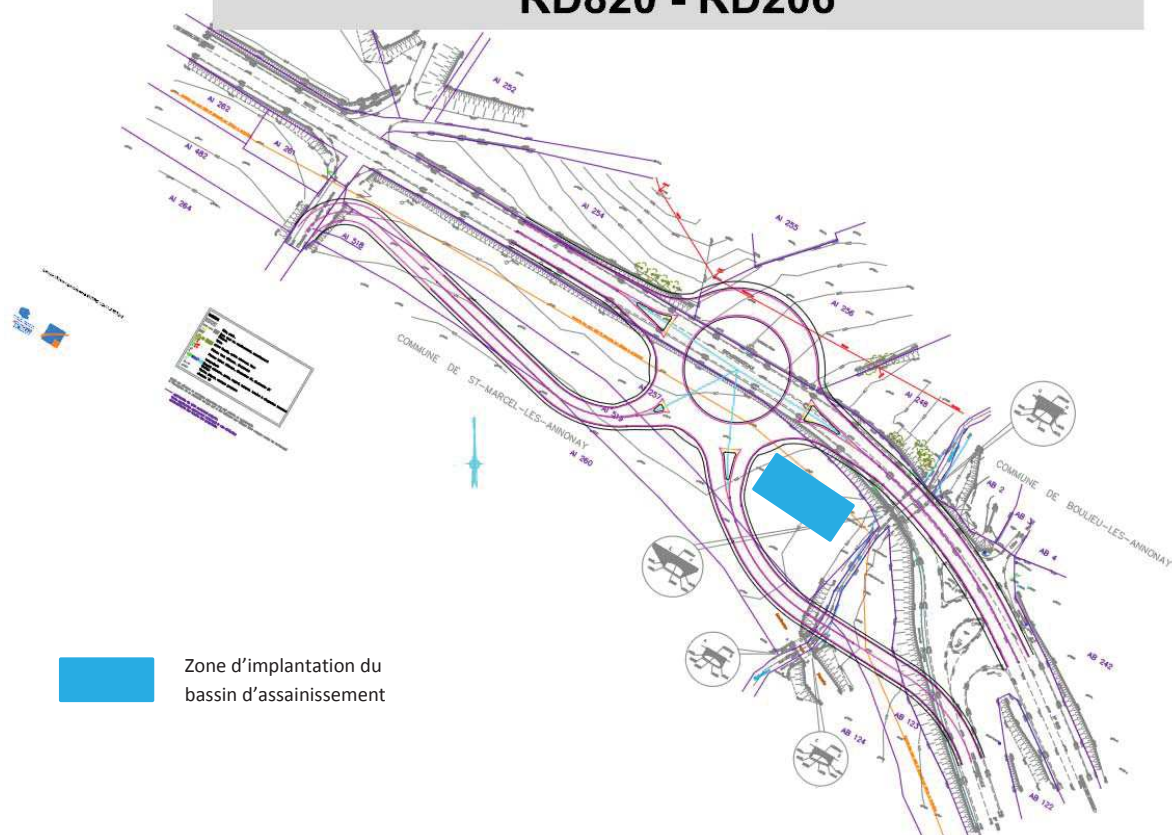




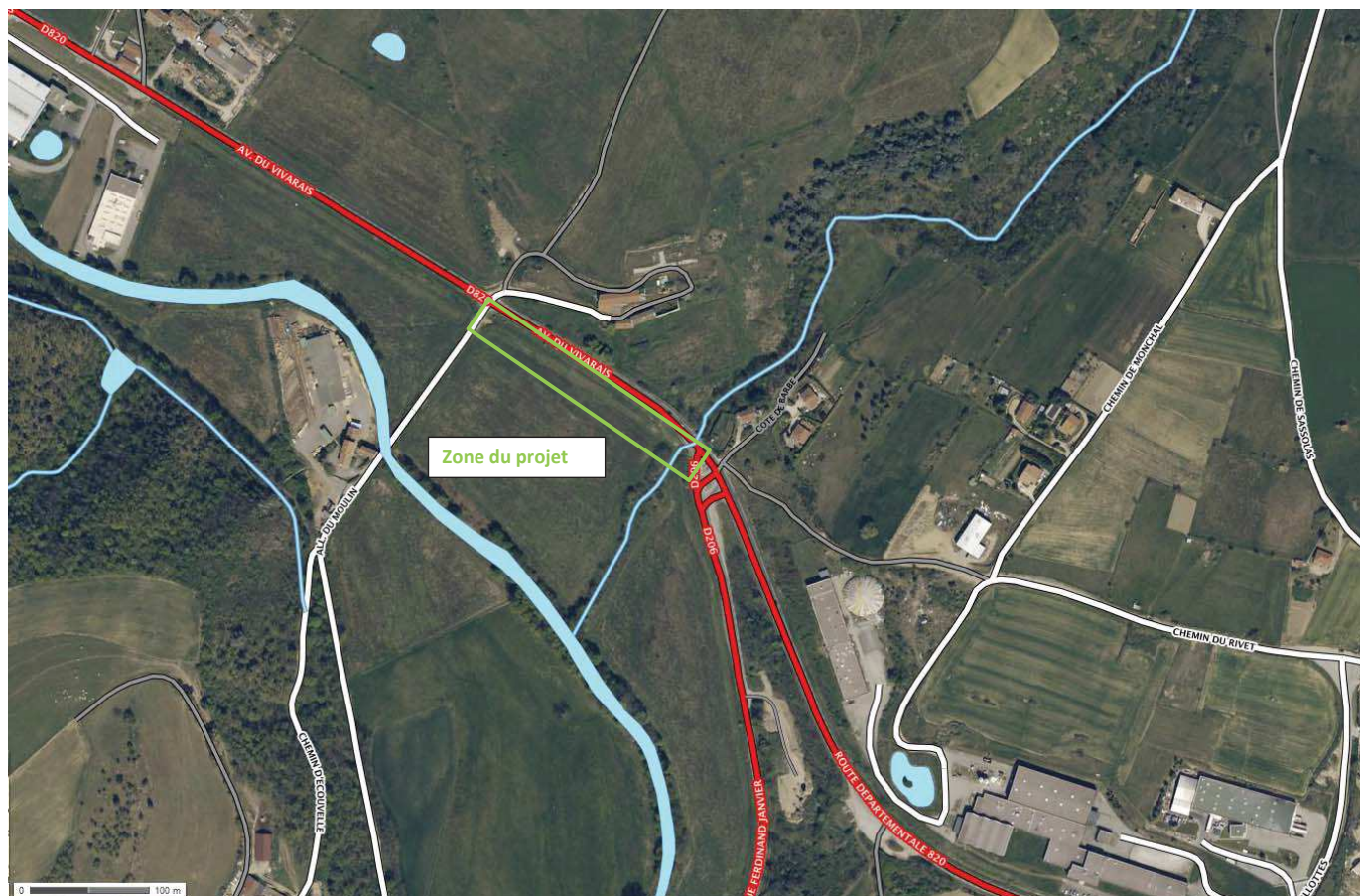




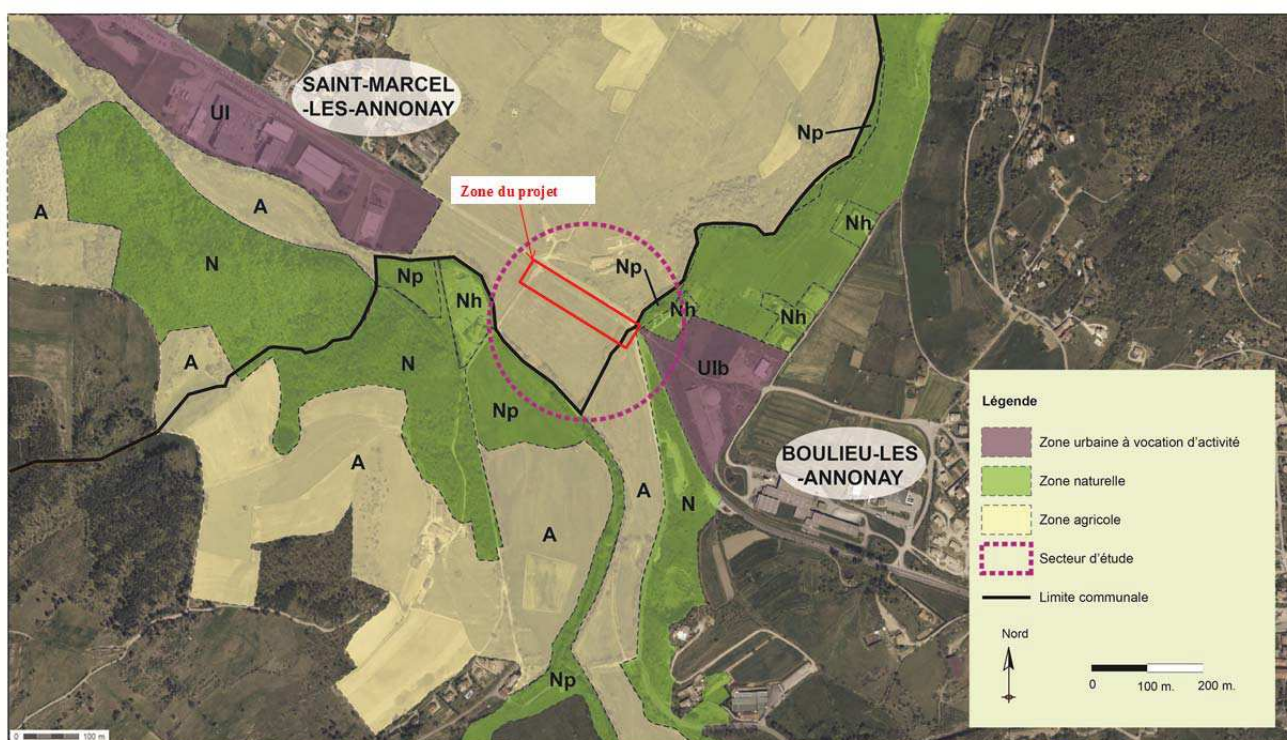
## Carrefour Giratoire dit de "Gardache" RD820 - RD206



Plan du projet



Photographie aérienne



### **Boulieu-lès-Annonay**

La zone A est une zone équipée ou non, à protéger en raison de la richesse des terres agricoles qu'elle soit de nature agronomique, biologique ou économique.

Dans la zone A sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol, sauf :

- Les constructions et installations, y compris classées, nécessaires à l'exploitation agricole, à condition d'être localisées à proximité d'un siège d'exploitation. Les constructions à usage d'habitation nécessaires à l'exploitation agricole sont limitées à 180 m<sup>2</sup> de surface de plancher.
- Les piscines à condition d'être liées à une habitation existante,
- Les équipements techniques (lignes électriques, transformateurs, réseaux,...) à condition qu'ils soient nécessaires au fonctionnement des services publics,
- La reconstruction à l'identique après sinistre, non dû à des risques naturels majeurs, dans la limite de la surface de plancher initiale et à condition que sa destination au moment du sinistre soit conservée, ou conforme aux occupations et utilisations du sol autorisées dans la zone,
- Les constructions ou installations à condition qu'elles soient nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif,

- Les affouillements et exhaussements du sol à condition qu'ils soient nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone.

### **Saint-Marcel-lès-Annonay**

La zone A correspond à l'ensemble des secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terrains agricoles. Elle concerne à la fois des terres cultivées et celles faisant partie de l'activité agricole.

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol à l'exception :

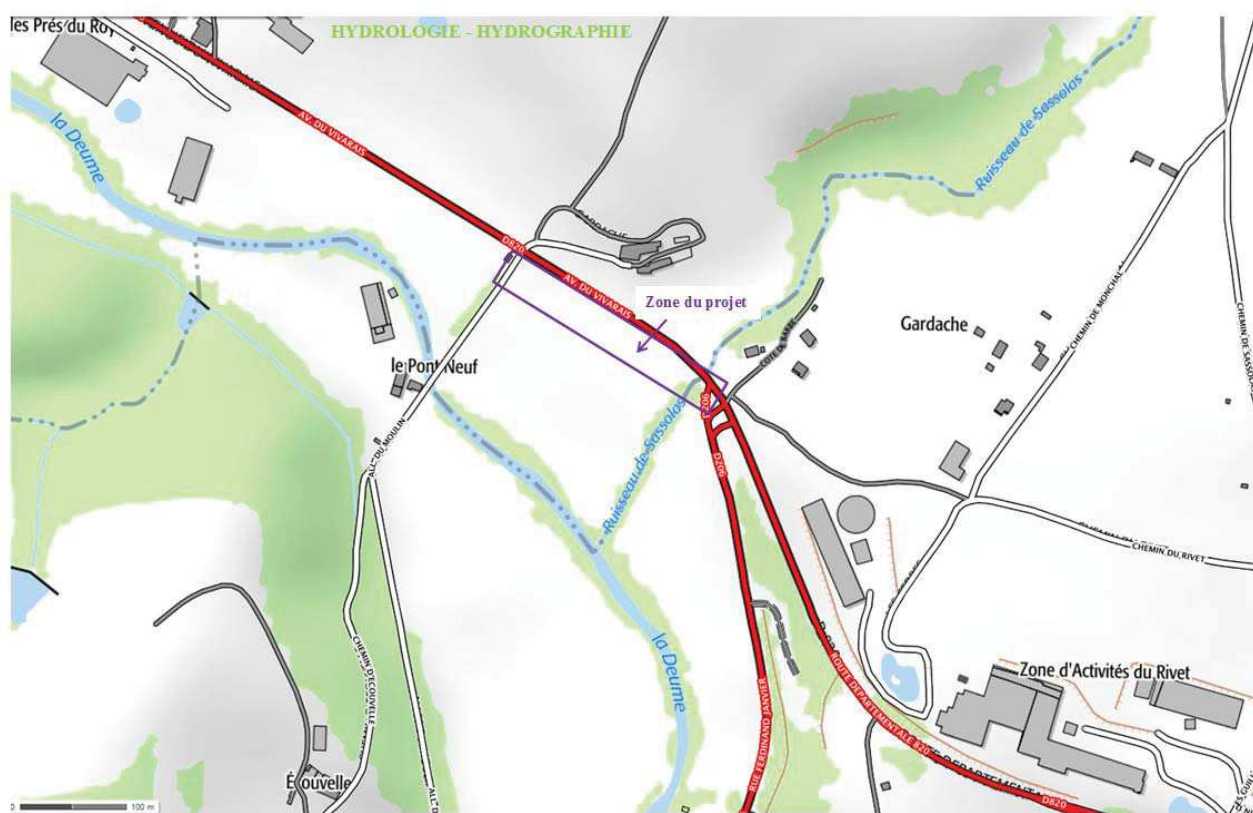
- des constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole,
- des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif,
- des constructions et installations suivantes :
  - Les constructions à usage agricole directement liées et nécessaires à l'exercice de l'activité des exploitations agricoles. L'implantation des constructions doit être justifiée par les impératifs de fonctionnement de l'exploitation.
  - Le changement de destination des bâtiments en vue de l'aménagement d'une habitation pour l'agriculteur

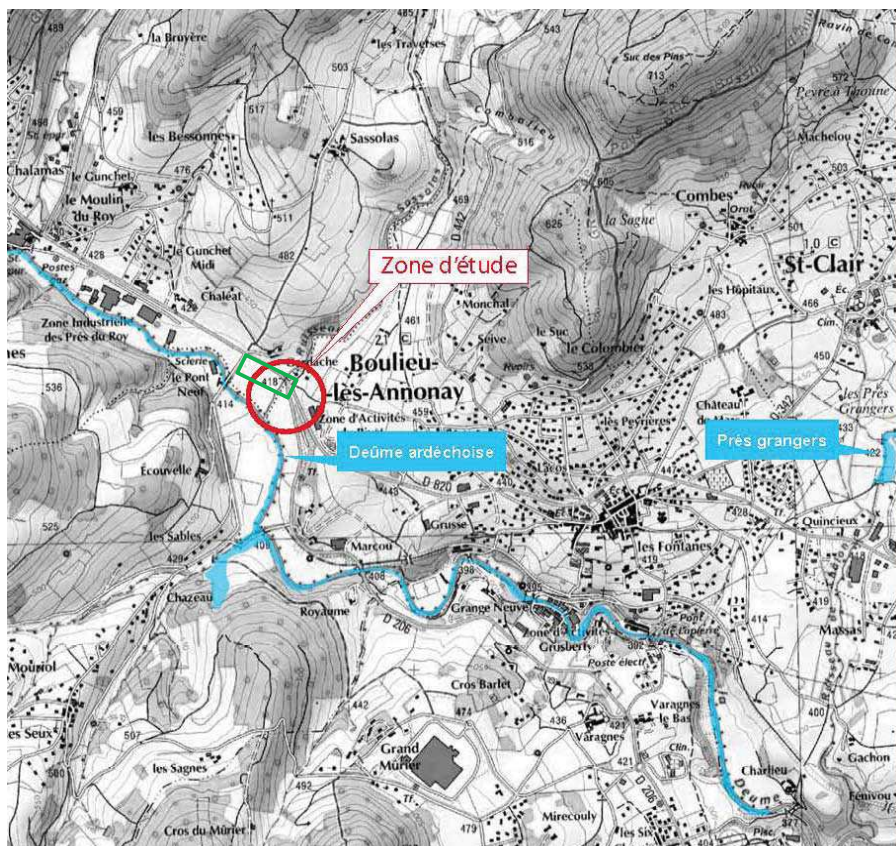
à condition qu'elle soit directement liée et nécessaire à l'exercice de l'activité des exploitations agricoles.



- Le changement de destination à usage d'habitation, des bâtiments identifiés sur le document graphique en application de l'article L.123-3-1 du code de l'urbanisme, à condition qu'il se réalise à l'intérieur du volume bâti existant.

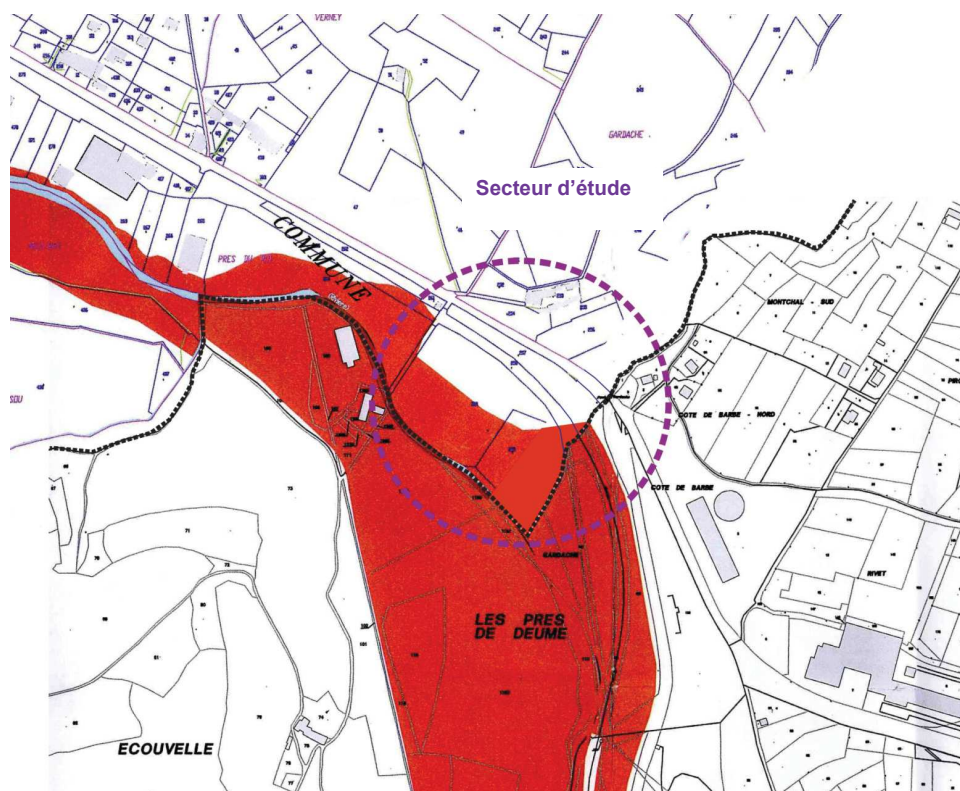
Les annexes à l'habitation de moins de 20 m<sup>2</sup> ainsi que les piscines sont alors autorisées à condition d'être implantées à proximité de l'habitation (30 m maximum).

- Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, telles que les stations de transformation et de transport d'électricité, les ouvrages producteurs d'énergie éolienne, les stations de pompage, les réservoirs d'eau... sous réserve de ne pas porter atteinte à l'activité agricole et en s'assurant de leur bonne intégration dans le site.





 Zone du projet  
 Zones humides



PPRI de la Deûme (extrait)

